



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE  
L'ADMINISTRATION  
GÉNÉRALE

Bureau de  
l'Environnement

Affaire suivie par Mme FAUVEL  
☎ 03.87.34.85.30  
ARMESURESURGENCEFLAMAXE2

## **ARRETE**

N° 2003-AG/2-273  
en date du 28 août 2003

prescrivant à E.D.F. pour le Centre de Production Thermique  
de La Maxe, une étude des possibilités de prévention des  
risques sanitaires sur la lagune de La Maxe.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST  
PREFET DE LA MOSELLE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement - livre V titre 1er relatif aux installations classées pour la  
protection de l'environnement et notamment son article L.512.7 ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris en application des dispositions  
susvisées ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1619/2 du 24 mai 1971 autorisant Electricité de France à installer et  
à exploiter sur les communes de LA MAXE, WOIPPY, ARGANCY et MALROY, une centrale  
de production d'électricité dite centrale de LA MAXE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003-AG/2-272 du 28 août 2003 et notamment son article 6 bis  
demandant à la centrale thermique de LA MAXE d'effectuer un suivi de la concentration en  
amibes totales, Naegleria totales et Naegleria fowleri dans la Moselle et la lagune ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 28 août 2003 ;

Considérant que les taux en Naegleria fowleri observés dans le cadre du suivi de la teneur  
en amibes dans la lagune, sont supérieurs à 100 Nf/L ;

Considérant que le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France préconise une valeur  
maximale de 100 Nf/L dans les eaux superficielles ;

Considérant que des teneurs en Naegleria fowleri supérieures à 100 Nf/L peuvent constituer  
un danger immédiat pour la santé humaine ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

**ARRETE****Article 1**

La centrale de production thermique de LA MAXE fournira au Préfet, dans un délai n'excédant pas 12 jours à compter de la date de notification du présent arrêté, une étude des différentes possibilités permettant la prévention des risques sanitaires sur la lagune de La Maxe.

**Article 2 :**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1. du titre I du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

**Article 3 - Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de La Maxe et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

**Article 4 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

**Article 5 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la Sous-Préfète de Metz-Campagne, le Maire de La Maxe, les Inspecteurs des Installations Classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

LE PREFET,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général par intérim  
Signé: André Horel

POUR AMPLIATION  
Le Chef de Bureau  
  
Laurent VAGNER

